

REUNION DES CANDIDATS A L'ELECTION PRESIDENTIELLE AUTOUR DU PACTE ECOLOGIQUE

31 janvier 2007

DECLARATION DE FRANCE GAMERRE
Présidente de Génération Écologie

Pacte écologique ou pacte avec les loups

Préambule

J'ai signé, sans réserve, comme certains autres candidats à la présidentielle de 2007, le pacte écologique proposé par Nicolas Hulot et le comité de veille de sa fondation.

Nous sommes tous d'accord sur l'état des lieux et l'urgence de la situation. La « maison brûle » depuis plusieurs années déjà ! Nous le savons et nous le proclamons depuis des décennies. Nous constatons tristement que les pompiers ne sont encore pas à pieds d'œuvre.

C'est pourquoi, je remercie Nicolas Hulot, d'avoir réussi, enfin, à forcer des oreilles récalcitrantes, et particulièrement celles de nos leaders politiques.

Mais, signer un pacte en période électorale, ce n'est pas tout. Cette sorte de contrat moral qui ne prévoit ni gendarmes ni sanctions, n'aura d'effet que si les contractants en respectent les termes au-delà du premier tour.

Or, il y a deux types de signataires : ceux qui sont convaincus et ceux qui signent par opportunisme. C'est donc autant dans la personnalité du contractant, que dans le contenu du pacte, que résidera l'avenir.

Comme il me l'a été demandé, je vous dirai d'abord pourquoi j'ai signé ce pacte, ensuite quels sont mes engagements, et enfin, ce que je pense de l'avenir de ce pacte dans la situation politique actuelle.

Pourquoi ai-je signé ce pacte ?

- D'abord par conviction, car je pense qu'une société plus écologiste doit s'installer rapidement pour prendre la relève de notre société de consommation. Il s'agit d'une urgence mondiale et l'heure n'est plus à l'alerte mais à l'action immédiate.
- Ensuite, parce que la plupart de vos propositions se trouvent dans le programme que j'ai présenté à la presse le 20 octobre dernier, et que j'ai appelé le « **défi écologique** » et « **les idées directrices** ».
- Enfin, parce que je pense que ce pacte peut être un outil performant pour la mise en application d'une politique écologique, mais comme tous les outils, il lui faut un mode d'emploi, et surtout, de bons ouvriers pour pouvoir s'en servir.

MES ENGAGEMENTS

Lorsque vous présentez cinq propositions concrètes pour changer et dix objectifs pour un changement de cap, je propose dans mon « **défi écologique** » **7 urgences** et 25 propositions majeures.

Ceci n'est pas le fruit du hasard, mais plutôt le résultat d'une longue réflexion qui s'appuie sur l'héritage écologique du XXème siècle.

En quinze minutes, il ne m'est malheureusement pas possible de décliner l'ensemble de ces propositions. C'est pourquoi je me contenterai d'insister sur ce qui me paraît essentiel.

La première des Urgences est de lutter contre le « **réchauffement climatique** ». Après plus de 30 ans de combat, scientifiques et écologistes, cela finit par faire admettre une évidence : cette menace est activée par l'homme !

Cette menace modifiera notre mode de vie, nos ressources énergétiques, nos modes de déplacement, notre environnement, notre biodiversité, et aura des conséquences incalculables sur notre économie, comme vient de le confirmer l'économiste Nicolas Stern.

Ces transformations toucheront d'abord les plus faibles d'entre nous et causeront d'importantes migrations.

Pour avoir passé une grande partie de ma vie **dans le milieu de la recherche**, j'ai été sensibilisée très tôt à cette problématique.

Parmi toutes les mesures qui sont dans mon programme, il en est une qui aujourd'hui est dans toutes les bouches, et que j'ai proposé depuis longtemps : c'est la sortie rapide de la dépendance au Pétrole.

J'ai en effet proposé de :

- 1) Définir une politique énergétique française laissant une part plus importante aux énergies renouvelables : c'est le plan 50, dont l'objectif est d'atteindre une indépendance énergétique globale de 50 % en 2017, soit deux quinquennats.
- 2) Unir les forces européennes autour d'une politique d'approvisionnement commune évitant les situations quasi monopolistiques.
- 3) Repenser notre système de consommation, faire la chasse aux gaspillages individuels et collectifs.

Nous devons mettre en place une vraie politique d'innovation et augmenter considérablement et rapidement la part des énergies renouvelables.

Nous devons revoir toutes les politiques structurantes et décréter sur ce thème l'état d'urgence.

Le ferroutage, le transport combiné et le fluvial doivent être enfin considérés.

La taxation de l'ensemble des carburants doit être revue afin de la rendre proportionnelle aux taux de pollution.

Arrêtons d'imaginer la construction de nouveaux aéroports. Gardons le transport aérien là où il est indispensable, par exemple pour des distances supérieures à 500 km !

Nous devons développer les transports en commun, arrêter de les opposer à l'automobile en incitant les industriels à investir en recherche et développement dans le domaine des véhicules propres.

Nous proposons que l'État joue son rôle d'incitateur et démontre son exemplarité en utilisant systématiquement des véhicules propres pour tous ses déplacements. (Michel Crépeau en a été le précurseur à La Rochelle).

Nous proposons aussi que tout nouveau projet de rénovation ou de construction d'équipements publics, sans exception intègre la démarche HQE.

Une autre de mes urgences est d'œuvrer pour réconcilier « **l'écologie et l'économie** » dans une démarche éco-citoyenne et éco-responsable. C'est ce que j'appelle avec Jean-Noël Debroise, co-auteur de mon livre « l'Éco-génisme ».

J'ai pu, en tant qu'universitaire et économiste, mais aussi écologiste, mesurer les dégâts causés par la libéralisation sauvage des marchés, qui a conduit à un pillage, sans précédent, des ressources naturelles fossiles, c'est-à-dire non renouvelables.

L'économie doit tenir compte de l'environnement et ne pas se résumer à un plan comptable. Comme dans le pacte, je demande que l'on établisse la « vérité des prix » et que le prix d'un produit tienne compte aussi de son coût « environnemental ».

Il est évident que certaines richesses appartiennent à l'humanité tout entière. Une des priorités, c'est aussi de s'accorder sur la nature et la gestion des biens publics mondiaux c'est-à-dire ceux qui ne se renouvellent pas et qui bénéficient à l'humanité entière (ressources fossiles et minières, la mer, la biodiversité, l'eau, etc...). C'est pourquoi, je soutiens avec force la mise en place d'un organisme mondial du Développement Durable, préfigurant le futur ministère mondial de l'Écologie comme l'OMS préfigure celui de la santé. Dans un même temps, je propose de sauvegarder et de développer les cultures et les spécificités régionales ou nationales, les deux choses n'étant pas incompatibles mais complémentaires.

Il est aussi nécessaire **d'intégrer la biodiversité** dans toutes les politiques en favorisant la décentralisation dans sa gestion et sa préservation. J'ai également indiqué dans mon programme qu'il est primordial d'interrompre et d'interdire les essais de culture d'OGM en plein champ. Je propose également de repositionner immédiatement les subventions européennes en faveur de l'agriculture Biologique. Cette proposition est à 100 % identique à celle contenue dans le Pacte, c'est pourquoi je ne la développerai pas plus.

Enfin, relever le défi de la santé, de la recherche et de l'éducation n'est-il pas une des premières urgences ?

Sans recherche, il n'y a pas de progrès et sans éducation, il n'y aura pas de politique écologique durable, ni **d'égalité des chances**.

L'écologie, qui doit échapper à la logique exclusive du bénéfice financier, ne pourra exister sans l'avènement de « **l'homo ecologicus** », c'est-à-dire sans un apprentissage de l'Écologie.

L'enseignement, primaire et secondaire, du Développement Durable est aujourd'hui embryonnaire. C'est inacceptable. Il faut également développer la filière environnementale dans l'enseignement supérieur et la lier aux autres disciplines comme la médecine ou l'ingénierie.

En tant que Présidente-fondatrice de l'Association Européenne pour l'Éducation Internationale (EAIE) qui regroupe la majorité des universités européennes, j'ai pu mesurer l'impact de l'éducation sur l'avenir du monde et l'importance de l'ouverture à l'international, c'est-à-dire de la rencontre avec les autres, de la capacité d'écoute.

De cette expérience internationale, j'ai retiré la conviction que nous n'échapperons pas à la globalisation et que la politique écologique ne pourra s'affranchir d'une vision mondiale des problèmes même si l'action écologique est autant locale que globale.

Repositionner la France dans l'Europe est une obligation si nous voulons avoir droit au chapitre au plan mondial. C'est le bon échelon pour peser devant les deux géants de la pollution que sont les USA et la Chine bientôt rejoints par l'Inde. Hier, le pétrole avec l'Irak, demain celui des approvisionnements en gaz avec la Russie et après-demain celui de l'eau dans les zones fragiles du globe !

En un quart d'heure, il ne m'est pas possible de parler de tout, mais je voudrais quand même aborder une petite divergence quant au mode de gouvernance. Je suis réservée sur le positionnement de **vice-premier ministre écologiste**, car il me semble qu'il n'aura pas plus de poids sur les décisions du gouvernement que n'en a eu Al Gore lorsqu'il était le vice-président des USA. C'est pourquoi, je pense qu'il faut un ministère d'État avec des ressources humaines et un budget qui permettent d'impulser une véritable politique de Développement Durable et qui répondra **aux objectifs comme aux projets déterminés en amont**. Je milite donc pour la création d'un ministère d'État du Développement Durable, regroupant l'Énergie, l'Aménagement du territoire, les Transports, la Mer, et l'Écologie.

L'avenir du Pacte.

Ce pacte n'aura d'avenir que si les signataires s'engagent à le respecter. Sans cela, la signature de ce Pacte ne sera qu'une mascarade de plus dans cette campagne électorale dominée par des polémiques diverses et variées.

Il serait bon que les candidats qui ont exercé des responsabilités gouvernementales dans le passé, nous disent comment, ils ou elles vont s'y prendre, pour mettre en œuvre ce qu'ils n'ont pas fait auparavant.

Les candidats écologistes ont une responsabilité plus grande encore que celle des autres candidats, vis-à-vis de ce Pacte, parce que l'Écologie demande une grande expertise, beaucoup de rigueur, de ténacité et souvent du courage !

Nous risquons, nous écologistes, de repartir dans une nouvelle décennie de combats internes et stériles, dans des luttes de chapelles ou de querelles philosophiques, cependant que les lobbies anti-écologistes mettent en coupe réglée les dernières ressources disponibles. **Ne nous divisons pas, gardons nos identités et unissons nos efforts, ne soyons pas sectaires.**

En ce qui concerne les candidats non-écologistes, on peut supposer que cette signature rejoindra celles qu'ils ont donné par ailleurs à d'autres lobbies, d'autres groupes, d'autres communautés ou syndicats et qui seront en contradiction avec celle du Pacte.

Mais que des loups se vêtent d'une peau de mouton pour approcher le troupeau et abuser les chiens de bergers, cela est monnaie courante, car je ne crois pas que la colombe de la grâce écologique ait touché subitement des candidats, qui, depuis plusieurs décennies, sont responsables de la politique productiviste qui nous a menés où nous en sommes.

Réconcilier les Français avec l'écologie et la politique est un de nos devoirs si l'on veut que l'Écologie soit durablement prise en compte.

La biodiversité est nécessaire à la survie des espèces, autant que la diversité des idées est nécessaire à la bonne santé de la démocratie. C'est pour cela que j'exige une dose proportionnelle à l'Assemblée Nationale, c'est pour cela que je demande la prise en considération du Conseil du Développement Durable selon un statut comparable à celui du Conseil Constitutionnel, où l'ensemble des acteurs impliqués y trouveront leur place.

Je le dis clairement ici, sans **l'union** de tous, politiques et associatifs, je crains que ce Pacte ne soit qu'un livre de plus sur l'Écologie, une opération médiatique sans lendemain.

Ma **conclusion**, c'est qu'il ne sert à rien de faire revivre le passé même si certains écologistes y sont totalement tournés. Il faut regarder vers l'avenir car c'est pour l'avenir que voteront nos concitoyens au printemps prochain.

Pour ma part, je m'engage devant vous à respecter à la lettre ma signature.

Je continuerai donc, avec vous, ce fabuleux combat en restant fidèle à mes engagements.

France GAMERRE